

PRINCIPES GÉNÉRAUX

*De l'accès des citoyens inactifs de l'Union
aux prestations d'assistance sociale des Etats
membres d'accueil 1039*

*Les « coordonnées » de l'influence
du droit de l'Union européenne
en matière de soins de santé 1050*

DROIT DE LA SANTÉ

*Les hôpitaux d'instruction des armées,
les missions de service public
et le système de santé français..... 1064*

*Bataille juridique autour
d'un médicament sous surveillance
renforcée..... 1078*

*L'assurance maladie
et les anomalies de tarification..... 1086*

**DROIT DE LA PROTECTION
SOCIALE**

*Unifier les juridictions sociales
au profit des bénéficiaires..... 1099*

*Sur la fixation des tarifs plafonds
applicables aux établissements
et services d'aide par le travail..... 1106*

*Les conséquences patrimoniales
de la fermeture d'un établissement social 1119*

*La validité du legs consenti par une personne
âgée à son aide ménagère..... 1124*

Dossier

la politique
familiale en France
aujourd'hui :
spécificités
et controverses

p. 963

31-35, rue Froidevaux
75685 Paris Cedex 14
Tél. rédaction 01 40 64 53 61
Fax 01 40 64 54 66
E.mail: ma.sebbar@dalloz.fr

**PRÉSIDENTE DIRECTRICE GÉNÉRALE,
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION**
Sylvie Faye

REDACTION
Directeur : Michel Borgetto,
Professeur à l'Université Paris II
Conseiller scientifique : Elie Alfandari

COMITÉ DE REDACTION
Maryse Badel, Danièle Cristol, Louis Dubouis, Claudine Esper, Jean-Michel de Forges, Sylvie Hennion-Moreau, Francis Kessler, Robert Lafore, Anne Laude, Jean-Philippe Lhernould, Jean-Marc Lhuillier, Philippe Ligneau, Françoise Monéger, Diane Roman, Jérôme Peigné, Thierry Tauran, Pierre-Yves Verkindt, Christophe Willmann

La correspondance concernant la rédaction doit être adressée à :
michel.borgetto@orange.fr

ÉDITION
Philippe Weiss, *Directeur éditorial*
Marie-Anne Sebbar, *Secrétaire de rédaction*

ABONNEMENTS
Relations clients : Yvette Nay

Abonnements :
80, avenue de la Marne
92541 Montrouge Cedex
Tél. 0 820 800 017 (0,12 € TTC/mn)
Fax 01 41 48 47 92

Abonnement annuel partant du premier numéro de l'année (2014/7 n°)
France et DOM : 265,46 € TTC
260 € HT
Étranger : 285,88 €

ÉDITIONS DALLOZ
Société anonyme au capital de 3 956 040 euros

Siège social 31-35, rue Froidevaux
Paris 14

RCS Paris 572 195 550
Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z TVA FR 69 572 195 550
filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

CPPAP n° 1117 T 82342
ISSN 0245-9469

Imprimerie Chirat
744 rue de Sainte Colombe
42540 SAINT-JUST-LA-PENDUE

© Dalloz - 2013 - La photocopie non autorisée est un délit



Dossier

La politique familiale en France

aujourd'hui : spécificités et controverses

Les spécificités des politiques familiales françaises <i>par Jérôme Minonzo</i>	965
La politique familiale doit-elle être redistributive ? <i>par Eric Millard</i>	979
Politiques familiales et allocations familiales : traits et évolutions <i>par Julien Damon</i>	987
Le financement de la politique familiale : faut-il supprimer les cotisations sociales de la branche famille ? <i>par Antoine Math</i>	998
La part des acteurs, entre intérêts particuliers et intérêt général <i>par Michel Chauvière</i>	1014
Les responsabilités familiales en question <i>par Robert Lafore</i>	1025

Principes généraux

(Les sources internationales et communautaires)

► Droit et politique communautaires

De l'accès des citoyens inactifs de l'Union aux prestations d'assistance sociale des Etats membres d'accueil (<i>Note sous CJUE, 19 septembre 2013, Pensionsversicherungsanstalt c/ Peter Brey, aff. 140/12</i>) <i>par Chahira Boutayeb</i>	1039
---	------

Les « coordonnées » de l'influence du droit de l'Union européenne en matière de soins de santé <i>par Estelle Brosset</i>	1050
---	------

Droit de la santé

(Les établissements de santé)

► Système hospitalier

Les hôpitaux d'instruction des armées, les missions de service public et le système de santé français : réflexions sur l'évolution du service de santé des armées <i>par Clémence Zacharie</i>	1064
--	------

S o m m a i r e

N° 6 - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2013 BIMESTRIELLE PP. 961 - 1172

(Les produits de santé

Bataille juridique autour d'un médicament sous surveillance renforcée
(Note sous CE, 4 octobre 2013, Société Les laboratoires Servier, n° 353857, n° 355097, n° 356700 et n° 356687 (4 arrêts))

Jérôme Peigné.....1078

(Les prestations de santé

► Assurance maladie

L'assurance maladie et les anomalies de tarification

par Thierry Tauran.....1086

Droit de la protection sociale

(Les systèmes

► Organisation de l'aide et de l'action sociales

Unifier les juridictions sociales au profit des bénéficiaires

par Michel Laroque.....1099

(Les acteurs

► Etablissements et services sociaux et médico-sociaux

Sur la fixation des tarifs plafonds applicables aux établissements et services d'aide par le travail (Conclusions sur Conseil d'Etat, 17 juillet 2013, Association des Paralysés de France, n° 344035)

par Alexandre Lallet.....1106

Les conséquences patrimoniales de la fermeture d'un établissement social

(Note sous CE, Avis, 2 octobre 2013, Association chrétienne de réadaptation, n° 366884)

par Hervé Rihal.....1119

(Les actions et prestations

► Personnes âgées

La validité du legs consenti par une personne âgée à son aide ménagère
(Note sous Civ. 1re, 25 septembre 2013, n° 12-25.160)

par Maryline Bruggeman.....1124

Actualités

(Actualité jurisprudentielle1131

Etablissements de santé, Produits de santé, Assurance maladie, Maladies professionnelles, Personnes âgées, Retraite

Farida Arhab-Girardin, Yannick Dagorne-Labbé, Francis Kessler, Jérôme Peigné, Thierry Tauran

(Actualité législative et réglementaire1148

► 1^{er} septembre - 31 octobre 2013

par Michel Borgetto

(Actualité bibliographique1151

par Elie Alfandari

Tables générales 20131157